

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1113>

# **Guadeloupe, 3 octobre : Plus de 25000 manifestants dans les rues !**

- Dossier spécial LKP - Expressions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 3 octobre 2009

Mis   jour le : lundi 5 octobre 2009

---

**UGTG.org**

---



**Ce sont plus de 25 000 personnes qui ont manifesté ce Samedi 03 Octobre dans les rues de Pointe-à-Pitre pour exiger le respect des engagements pris par l'Etat français dans le protocole de suspension de conflit du 4 mars 2009.**

En effet,

L'accord BINO, instituant une augmentation de salaire de 200 € net pour près de 60 000 salariés du secteur privé, a été tourné par l'Etat de son objectif principal, d'abord en appelant RSTA comme s'il agissait d'une allocation donnée par bonté comme aux « pauvres travailleurs » par l'Etat gèreux », ensuite en limitant le nombre de fonctionnaires et enfin en amputant de l'article 5 qui garantissait aux salariés sa prise en charge par l'employeur au terme des aides de l'Etat et des Collectivités.

L'autorité de la concurrence confirme dans son dernier rapport que les importateurs distributeurs volent depuis toujours les Guadeloupéens en pratiquant des prix exorbitants offrant des rentes de situation et cela avec la complicité des services de l'Etat.

L'Etat s'est engagé à financer un plan d'urgence pour la formation professionnelle et l'insertion en faveur de 8.000 jeunes en difficulté. Six mois plus tard, **RIEN N'EST FAIT** alors que 60% des 16-25 ans sont en chômage et que la violence et la délinquance se banalisent sur l'ensemble du territoire avec comme seule réponse des autorités, la répression et le mépris des jeunes !

L'Etat vient de subventionner à hauteur de 44 millions € les compagnies pétrolières et principalement TOTAL. Cette dernière réclame encore 66 millions d'euros. Aucun des engagements pris par l'Etat dans ce dossier n'a été respecté et pourtant, Mme Penchard annonce une hausse du carburant de 22 centimes. Tous les rapports rédigés par les propres services de l'Etat et la Mission Parlementaire confirment que le mode de fixation et la structure des prix sont gérants de **PWOFITASYON** au détriment du consommateur Gwadeloupéen.

**LKP exhorte l'ensemble des Travailleurs, des Jeunes, des Retraités, des Chômeurs de GUADELOUPE à se préparer, dans les communes, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les villes,**

en famille, entre amis, à une vaste et large mobilisation pour faire respecter la parole donnée.

**LKP EXIGE NOTAMMENT :**

**[-] Le respect et l'application de l'Accord BINO, conformément aux dispositions de l'accord interprofessionnel du 26 février 2009 ; la mise en place du Plan d'urgence pour l'Emploi, l'Insertion et la Formation Professionnelle des jeunes ; la revalorisation des minimas sociaux et de l'Allocation pour les personnes handicapées ; le respect des accords signés sur la baisse des prix ;**

**[-] La condamnation de l'Etat Français et des Bâkés pour l'empoisonnement à la CHLORDECONE et l'indemnisation de toutes les victimes ;**

**[-] L'arrêt immédiat de toute répression anti-syndicale dans les entreprises et administrations et l'arrêt de toute poursuite judiciaire contre les militants et les jeunes pour cause de participation à la mobilisation ;**

**[-] La reprise des négociations sur les revendications du LKP.**

Le Porte Parole  
Elie DOMOTA

Lapwent 03.10.09